

Rome 12-13 octobre 2009



## Les investissements

### LE DÉFI

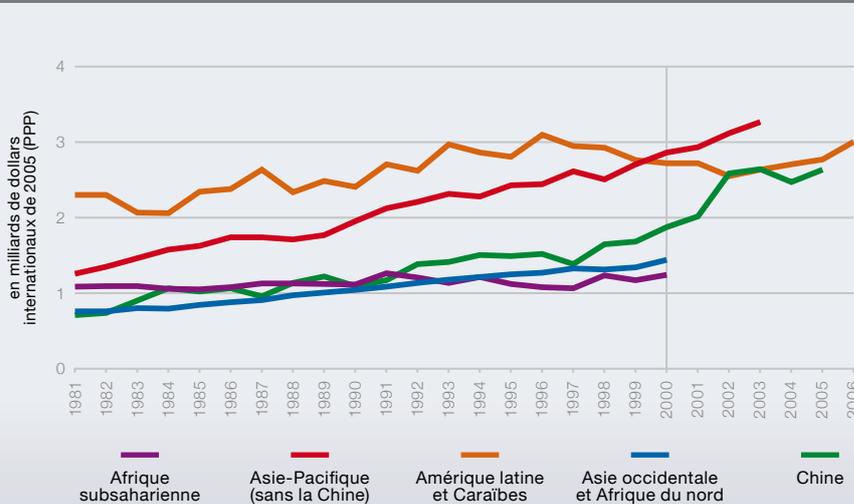
Les dernières estimations de la population réalisées par les Nations Unies suggèrent que d'ici à 2050 la planète sera peuplée de 9,1 milliards de personnes, par rapport aux 6,8 milliards actuelles. Cela représente une augmentation de 34 pour cent sur les 41 années à venir. Pourtant, selon les dernières estimations de la FAO, la production agricole devrait augmenter de 70 pour cent dans le monde (et de près de 100 pour cent dans les pays en développement) au cours de la même période pour nourrir cette population, en raison d'une évolution de la demande vers des produits à plus forte valeur ajoutée et d'apport calorique plus faible, et d'une affectation accrue de la production végétale à l'alimentation animale, pour satisfaire une demande croissante de viande. En outre, il est probable que ces prévisions en termes de production complémentaire soient une estimation basse, puisqu'elles ne tiennent pas compte des hausses de la production agricole pour répondre à une éventuelle augmentation de la demande de biocarburants.

La même étude de la FAO évalue les investissements nécessaires dans les pays en développement pour soutenir cette hausse de la production agricole à un montant net moyen annuel de 83 milliards d'USD (USD de 2009). Ce total comprend les besoins en investissement dans l'agriculture primaire et les services nécessaires en aval, tels que les installations

de stockage et de transformation, mais ne comprend pas les infrastructures publiques telles que les routes, les projets d'irrigation à grande échelle, l'électrification et d'autres éléments également nécessaires. L'écart global par rapport aux besoins des niveaux actuels d'investissement peut être illustré par une comparaison entre les investissements bruts annuels de 209 milliards d'USD (qui englobent le coût du renouvellement des investissements pour dépréciation), avec le résultat d'une étude indépendante qui estime qu'en moyenne les pays en développement ont investi 142 milliards d'USD (USD de 2009) par an dans l'agriculture pendant les dix dernières années. L'augmentation nécessaire est donc d'environ 50 pour cent.

L'augmentation des stocks de capitaux dans les zones en retard aussi bien en termes de réduction de la faim que de productivité agricole constitue un autre défi. Selon une étude consacrée aux tendances à long terme des investissements agricoles depuis les années 70, en général, les pays qui ont le mieux réussi en matière de réduction de la faim sont également ceux qui ont enregistré des taux d'investissement net plus élevés par travailleur agricole. Tout au long des années 90, la valeur ajoutée par travailleur dans le groupe de pays dont le pourcentage de la population victime de sous-alimentation est inférieur à 2,5 pour cent a été 20 fois plus élevée que dans le groupe ayant un pourcentage de personnes victimes de la sous-alimentation supérieur à 35 pour cent.

Tendances de l'investissement public en matière de R&D agricole dans les pays en développement, 1981-2006



Source: ASTI

## QUESTIONS CLÉS

### LES DIFFÉRENTS TYPES D'INVESTISSEMENTS

La plupart des investissements réalisés dans les secteurs de l'agriculture primaire et en aval devront provenir de sources privées, principalement des agriculteurs eux-mêmes, par l'achat d'outils et de machines, l'amélioration de la fertilité des sols, etc. Pour améliorer le fonctionnement du système agricole et renforcer la sécurité alimentaire, trois types d'investissements publics sont également nécessaires: i) l'investissement direct dans la recherche et le développement agricoles, ii) l'investissement dans des secteurs étroitement liés à la croissance de la productivité agricole, tels que les institutions agricoles, les services de vulgarisation, les routes, les ports, l'électricité, les

systèmes de stockage et d'irrigation, et iii) l'investissement non agricole en vue de produire des effets positifs sur le bien-être humain, tels que la réduction de la faim et de la malnutrition. Ce dernier type d'investissement comprend l'éducation, en particulier des femmes, l'assainissement et l'approvisionnement en eau propre, et les soins de santé.

Les agriculteurs et les futurs agriculteurs investiront dans l'agriculture seulement si leurs investissements sont rentables. Plusieurs types d'infrastructures publiques, telles que celles susmentionnées, qui rendent les investissements viables sur le plan financier, ne peuvent provenir que du secteur privé. L'investissement du secteur privé doit être encouragé à tous les stades de la chaîne de valeur, en amont de la ferme, dans la production et la distribution

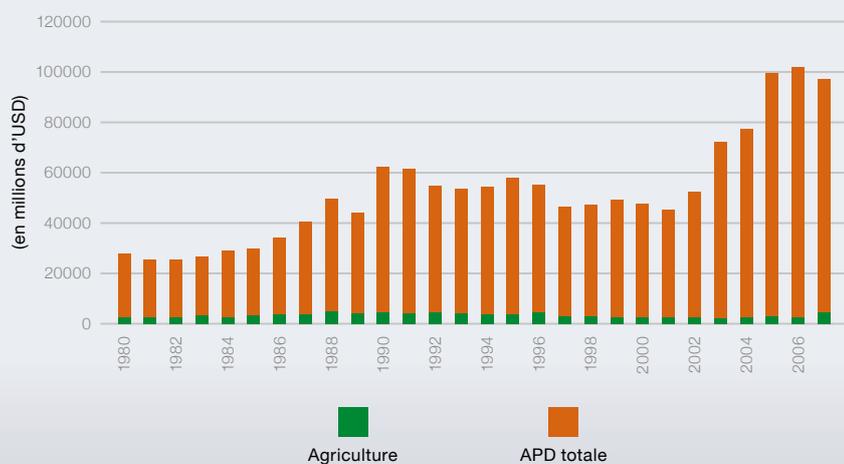
de semences et de fertilisants, et en aval, dans la transformation, la commercialisation et la distribution. Les pays doivent créer un climat propice à l'investissement et aborder les questions telles que les politiques de prêts agricoles, les risques et les limites des systèmes de micro-finance en termes de capacité, afin de provoquer un changement radical de la production et de la productivité.

Les besoins en investissements nets annuels envisagés de 83 milliards d'USD dans l'agriculture pour 2050 devraient être ventilés de la manière suivante: environ 20 milliards d'USD pour la production végétale et 13 milliards d'USD pour la production animale, sans compter 50 milliards d'USD pour les services de soutien en aval, tels que les dispositifs de chaîne du froid, d'entreposage, les installations des marchés ruraux et de gros, et la première transformation.

### LES BESOINS RÉGIONAUX

À l'horizon 2050, les différences interrégionales en matière de stock de capital par travailleur devraient être plus prononcées, doublant presque en Asie orientale, en Asie du Sud et dans les régions du Proche-Orient et d'Afrique du Nord, triplant en Amérique latine, mais stagnant en Afrique subsaharienne. Autrement dit, en 2050, un travailleur agricole en Amérique latine disposerait de 28 fois plus de capital que son collègue en Afrique subsaharienne. Les importantes disparités d'intensité de capital sont au cœur des différences de production par travailleur. Les différences d'évolution de

Aide publique au développement pour la période 1980-2007



Source: FAO



### QUELQUES FAITS ESSENTIELS

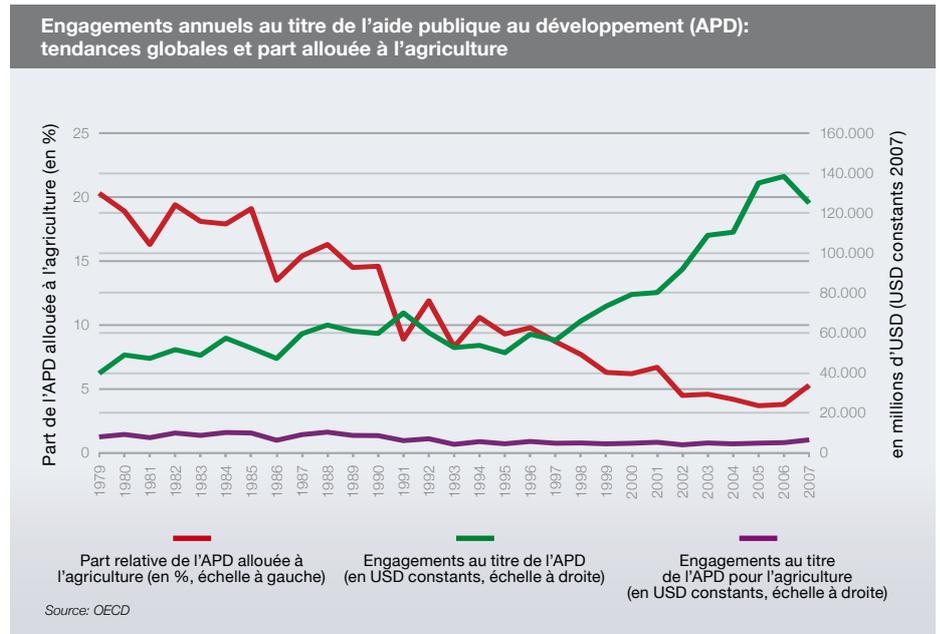
- ▶ Le taux d'accumulation des stocks de capitaux social dans l'agriculture primaire a connu un ralentissement mondial (investissement net). Alors que ces stocks enregistraient une croissance annuelle de 1,1 pour cent entre 1975 et 1990, ce taux n'a atteint que 0,5 pour cent entre 1991 et 2007.
- ▶ La croissance de la population active agricole a dépassé la croissance des stocks de capitaux agricoles en Afrique

subsaharienne et en Asie du Sud où, pour nombre de pays, la prévalence et l'intensité de la famine sont les plus élevées. Les pays dont plus de 35 pour cent de la population est victime de sous-alimentation ont vu leur stock de capital agricole augmenter de 1,29 pour cent par an entre 1975 et 2007, alors que la population ne progressait que de 2,16 pour cent. Les pays où l'individu moyen victime de sous-alimentation consomme moins de 88 pour cent des besoins énergétiques alimentaires quotidiens minimums ont enregistré une hausse annuelle de leur stock de capital de 1,47 pour cent, contre 1,77 pour cent pour leur population.

la productivité de la main-d'œuvre entre les régions s'expliquent en grande partie par leurs disparités en termes d'évolution de la main-d'œuvre agricole. Par exemple, l'Amérique latine réduira de près de la moitié sa main-d'œuvre agricole, alors que l'Afrique subsaharienne la doublera presque. Sur les 83 milliards d'USD d'investissements annuels estimés nécessaires à l'agriculture, l'équivalent de 29 milliards d'USD devrait être dépensé dans deux pays uniquement, l'Inde et la Chine. Sur le total, l'Afrique subsaharienne aura besoin de 11 milliards d'USD, l'Amérique latine et les Caraïbes de 20 milliards d'USD, le Proche-Orient et l'Afrique du Nord de 10 milliards d'USD, l'Asie du Sud de 20 milliards d'USD et l'Asie orientale de 24 milliards d'USD.

## LES INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX

La capacité des pays en développement les plus pauvres à combler le retard d'investissement est limitée. La part des dépenses publiques concernant l'agriculture a chuté à environ 7 pour cent en moyenne dans les pays en développement, et même moins en Afrique, et la part de l'aide publique au développement affectée à l'agriculture est tombée à 3,8 pour cent. Les prêts des banques commerciales destinés à l'agriculture dans les pays en développement sont également peu importants, moins de 10 pour cent en Afrique subsaharienne. Les fonds d'investissement privés ciblant l'agriculture africaine enregistrent une tendance récente intéressante mais les investissements réels sont encore faibles. Étant donné les



limites des autres sources de financement des investissements, les investissements directs étrangers réalisés dans l'agriculture des pays en développement pourraient contribuer de manière significative à compenser ce retard d'investissement. De tels investissements sont de plus en plus affectés à l'acquisition et au crédit-bail de terres, la motivation des investisseurs se partageant entre la production de biocarburants, la diversification du portefeuille et la sécurité alimentaire mondiale. Bien que ce type d'investissement puisse produire des avantages en termes de développement par le biais du transfert de technologies, de la création d'emplois, du développement de l'infrastructure et des recettes d'exportation, les hausses de la production alimentaire associées sont souvent destinées à être exportées vers la société à l'origine de l'investissement, ce qui

soulève éventuellement un certain nombre de questions politiques et économiques lorsque les investissements ont lieu dans un pays lui-même frappé par l'insécurité alimentaire. La question centrale est de savoir si les perspectives de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté dans les pays en développement, et dans le monde d'une manière générale, sont meilleures avec ou sans de tels investissements, et quelle est la meilleure manière d'en optimiser les bénéfices et d'en éviter les effets négatifs.

## LA RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les investissements dans la recherche et le développement agricoles se sont avérés très rentables et ont un rôle important à jouer s'agissant de lutter contre la faim et la pauvreté. À l'heure actuelle, la majeure

► Selon les prévisions de ventilation par type d'investissement pour 2050, 60 pour cent du total nécessaire irait au remplacement du stock de capital (c'est-à-dire la formation brute de capital), le reste venant en surplus de ce stock. Ventilée par activité, l'agriculture primaire obtiendrait plus de la moitié de ce total, tandis que le reste irait aux besoins en aval (transformation, transport, stockage, etc.). Au sein de l'agriculture primaire, la mécanisation représenterait l'unique domaine d'investissement majeur (25 pour cent), suivi de l'extension et de l'amélioration de l'irrigation (près de 20 pour cent).

► En 2000, le total des dépenses publiques mondiales en matière de recherche et de développement agricoles s'est limité à quelques 23 milliards d'USD (aux prix de 2005) et a été très irrégulier.

► L'aide au développement affectée à l'agriculture a diminué d'environ 58 pour cent en chiffres réels entre 1980 et 2005, bien que le total de l'aide publique au développement ait sensiblement progressé au cours de même période, de 112 pour cent. Autrement dit, la part de l'APD revenant au secteur agricole est tombée de 17 pour cent en 1980 à 3,8 pour cent en 2006, la même tendance à la baisse étant observée dans les budgets nationaux.



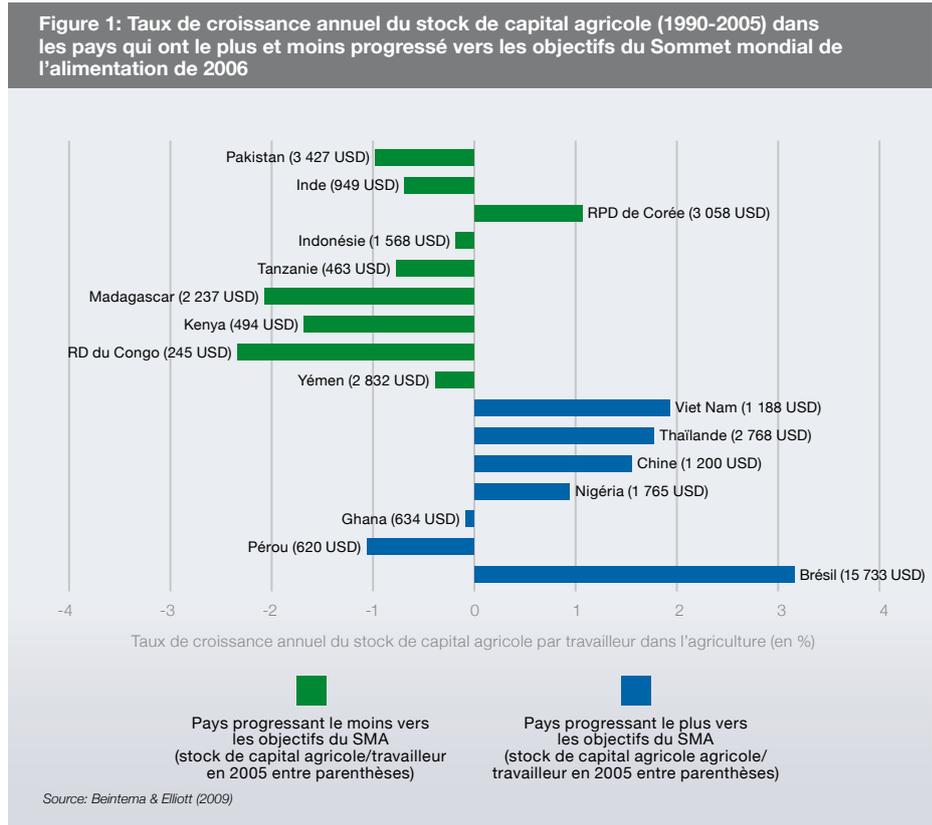
- 1. Quelles sont les priorités pour l'investissement agricole dans les secteurs public et privé?
- 2. Concernant l'investissement, l'attention doit-elle porter sur les zones à fort potentiel ou sur les zones plus marginales et les cultures « orphelines » susceptibles d'être plus importantes pour la sécurité alimentaire?

- 3. Comment les ressources supplémentaires nécessaires pour investir dans l'agriculture peuvent-elles être mobilisées auprès des secteurs public et privé?
- 4. Quel type de cadre institutionnel international est nécessaire pour encourager et cibler les investissements directs étrangers (par exemple, le code de conduite)? Comment bâtir des partenariats public-privé dans le domaine de la recherche et développement en agriculture?

partie de la recherche publique est assurée par les centres de recherche internationale du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI). L'utilité et les avantages offerts par ce système d'organismes internationaux de recherche et d'organisations affiliées, qui ont largement contribué à l'ensemble des technologies et connaissances agricoles disponibles à l'échelle mondiale, sont généralement reconnus. Toutefois, la question de l'augmentation et de la pérennité du financement de ces organismes est délicate car les gouvernements peinent à percevoir l'intérêt d'apporter une contribution importante à une entité dont les bénéfices iront à d'autres personnes, bien au-delà de leurs frontières nationales.

Un autre défi important consiste à combler l'écart, en matière de recherche et développement, entre les céréales principales et les denrées de base qui sont les plus importantes pour les petits exploitants dans les régions de forte prévalence de la famine, par exemple des céréales secondaires telles que le sorgho et le millet.

Les données concernant les investissements privés dans la recherche et le développement agricoles restent limitées. En 2000, le secteur privé dans son ensemble a dépensé quelques 16 milliards d'USD, environ 41 pour cent



du total mondial (public et privé). Toutefois, la plupart des investissements du secteur privé ont été réalisés par des sociétés privées dans les pays à haut revenu. En revanche, le rôle du secteur privé dans la plupart des pays en développement, lequel devrait être encouragé, est limité en raison de l'absence de possibilités de financement et d'incitations à la recherche privée, et à l'incertitude du retour sur investissement.

Pour toute information complémentaire